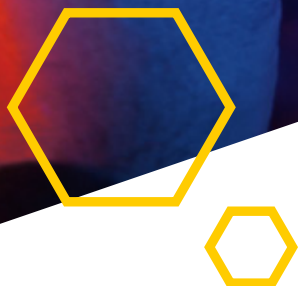
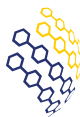


Partie de la boîte à outils sur

LES DROGUES FESTIVES ET CRIMINALITÉ



Des approches
efficaces



EUCPN
EUROPEAN CRIME PREVENTION NETWORK

**EU
20
20
HR**

“

L'objectif de ce document était de donner un aperçu des approches adoptées en matière de risques dans les lieux récréatifs et des données disponibles à cet égard. Nous pouvons conclure que les interventions à plusieurs composantes sont recommandées, car elles sont indiquées comme étant la manière la plus efficace d'aborder les risques dans les milieux de loisirs.

”

REMERCIEMENTS

Cette publication n'aurait pas pu être produite sous sa forme actuelle sans l'avis de spécialistes en la matière de toute l'UE. Nous tenons donc à remercier les membres du REPC d'avoir partagé des informations sur la situation dans leur État membre en répondant à notre questionnaire. Nous souhaitons également exprimer notre gratitude aux professionnels suivants pour avoir pris le temps de participer à un entretien et de nous faire part de leurs commentaires :

- Mme Mariàngels Duch, European Institute of Studies on Prevention - IREFREA, Espagne
- M. Jochen Schrooten, VAD, Belgique
- Mme Shawny Vanhoutteghem, VAD, Belgique
- M. Jakob Demant, Université de Copenhague, Danemark
- Dr Eamon Keenan, National Social Inclusion Office - Health Services Executive, Irlande
- Mme Nicki Killeen, National Social Inclusion Office - Health Services Executive, Irlande
- Mme Renata Šarkanė, Département de lutte contre la drogue, le tabac et l'alcool, Lituanie
- Mme Rūta Gedminienė, Département de lutte contre la drogue, le tabac et l'alcool, Lituanie
- Dr Matej Sande, Université de Ljubljana, Slovénie
- M. Rüdiger Schmolke, SONAR, Allemagne
- M. Nicklas Kartengren, Club Health Sweden, Suède
- Mme Smilja Bagarić, Institut croate pour la santé publique, Croatie
- Mme Josipa-Lovorka Andreić, Institut croate pour la santé publique, Croatie

Citation

REPC (2021). Drogues festives et criminalité : des approches efficaces Dans le cadre de la boîte à outils du REPC sur la criminalité liée à la drogue. Bruxelles : REPC

Mentions légales

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement l'opinion officielle d'un État membre de l'UE ou d'une agence ou institution de l'Union européenne ou des Communautés européennes.

Auteur

Mme Chadia Dehbi,
Chargée de recherche,
Secrétariat du REPC

Dans le cadre du projet
« Secrétariat du REPC »,
mars 2021, Bruxelles



Avec le soutien financier
du Fonds pour la sécurité
intérieure de l'Union
européenne - Police

**Tous les documents qui constituent la boîte à outils
du REPC sur les drogues festives et criminalité peuvent
être téléchargés à l'adresse**

<https://eucpn.org/toolbox-partydrugsandcrime>

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	3
----------------------	----------

Avant-propos	6
---------------------	----------

01	Drogues festives et lieux de divertissement	8
	Les « party drugs » ou drogues festives	8
	Les risques dans les lieux de divertissement	9
	Lieux de divertissement	10
	Parties prenantes	11

02	Politiques	13
	La relation entre la politique et la science	13
	Nécessité d'une politique équilibrée	16

03	De la tolérance zéro aux interventions à plusieurs composantes	18
	Tolérance zéro	19
	Stratégies environnementales	21
	Réduction des risques	23
	Interventions à plusieurs composantes	27

04	Sources de preuves et pratiques	30
-----------	--	-----------

<u>Conclusions et recommandations</u>	34
<u>Endnotes</u>	36
<u>Bibliographie</u>	39

AVANT- PROPOS

Ce document a été rédigé à la lumière de la présidence croate du REPC. La Croatie justifie son choix de se concentrer sur la consommation de drogues dans les milieux festifs comme suit :

« Dans le domaine de la prévention du crime, la présidence se concentre sur la criminalité liée aux drogues festives. Ces dernières années, les « party drugs », ou drogues festives, sont devenues de plus en plus populaires auprès des jeunes usagers de drogues. Ce sont précisément les jeunes qui sont susceptibles d'expérimenter et de consommer les nouvelles drogues du marché. Outre la criminalité liée à la production, à la distribution, à la détention et à l'achat de drogues festives, différents types de crimes se répandent parmi les usagers de drogues, tels que le vandalisme, les infractions routières, les crimes et délits contre les biens et les comportements violents. »

En général, les auteurs d'infractions sont plus susceptibles de consommer des drogues et les usagers de drogues sont plus susceptibles de commettre des délits. Toutefois, comme il existe des différences entre la consommation de drogues à des fins récréatives et l'usage problématique de drogues, ainsi qu'entre les divers groupes cibles d'usagers de drogues et les types de crimes, il convient d'apporter davantage de nuances. Plusieurs catégories sont utilisées pour définir les crimes liés à la drogue. Ce document se concentre principalement sur les approches de prévention des crimes psychopharmacologiques et de certaines infractions à la législation sur les stupéfiants en tant que conséquences négatives de la fréquentation de lieux de divertissement et de la consommation de drogues dans ces milieux. Des bases de données facilement accessibles et des guides de qualité relatifs à la prévention des risques dans les lieux récréatifs sont également présentés.

En Europe, la consommation de drogues est principalement abordée d'un point de vue sanitaire. Néanmoins, le groupe cible de ce document est constitué de divers acteurs du secteur de la justice pénale : les décideurs politiques, les praticiens de la prévention du crime et les services répressifs.

Ce document est l'une des quatre parties de la boîte à outils sur le thème de la criminalité liée à la drogue.

- Drogues festives et criminalité : comprendre le phénomène
- Drogues festives et criminalité : des approches efficaces
- Cryptomarchés et drogues : l'activité criminelle expliquée
- Cryptomarchés et drogues : recommandations tirées d'un modèle de barrière

01 DROGUES FESTIVES ET LIEUX DE DIVERTISSEMENT

La définition des drogues festives, l'explication des risques dans les lieux récréatifs, la description des lieux de fêtes et d'autres sujets sont abordés plus en détail dans le rapport « *Drogues festives et criminalité : comprendre le phénomène* ». Le présent chapitre est un résumé de ce rapport.

- › REPC (2020). Drogues festives et criminalité : comprendre le phénomène. Dans le cadre de la boîte à outils du REPC sur la criminalité liée à la drogue. Bruxelles : REPC.
<https://eucpn.org/toolbox-partydrugsandcrime>

Les « party drugs » ou drogues festives

Il est difficile de donner une définition précise à l'expression « drogues festives », étant donné que cette catégorie ne fait pas référence à une réalité chimique. Cette catégorie fait plutôt référence aux « *drogues utilisées dans l'intention de créer ou d'exacerber des expériences récréatives* » et souligne la place de choix qu'occupent ces drogues lors d'activités récréatives.¹

Si l'on en croit le cliché concernant les caractéristiques démographiques des auteurs d'infractions liées à la drogue et des usagers de drogues, il s'agirait là d'« outsiders » opérant en marge de la société. Néanmoins, de nouvelles recherches empiriques et de grandes enquêtes sur la criminalité suggèrent que les consommateurs, les vendeurs, les transactions et le marché de la drogue lui-même existent dans toutes les couches de la société.²

Les risques dans les lieux de divertissement

Il existe toute une série de risques liés aux contextes récréatifs. Nous pouvons distinguer deux grandes catégories bien qu'elles ne soient pas exhaustives et présentent des chevauchements : les problèmes sanitaires et sociaux et la criminalité liée à la drogue. À côté des problèmes de santé tels que les pertes de conscience, les blessures involontaires, les rapports sexuels non protégés, les lésions cérébrales et l'addiction, il existe également des problèmes sociaux possibles tels que les comportements agressifs et les nuisances publiques.³

Les risques dans les lieux de divertissement	
Problèmes sanitaires et sociaux	Criminalité liée à la drogue
Problèmes de santé	Crimes psychopharmacologiques
<ul style="list-style-type: none"> - perte de conscience - blessure involontaire - rapports sexuels non protégés - lésions cérébrales - addiction 	<ul style="list-style-type: none"> - violence - agression sexuelle
Problèmes sociaux	Infractions à la législation sur les stupéfiants
<ul style="list-style-type: none"> - nuisance publique - comportement agressif - rapports sexuels regrettés par la suite 	<ul style="list-style-type: none"> - consommation - détention - conduite sous l'emprise de stupéfiants - trafic

L'EMCDDA utilise quatre catégories pour définir les crimes liés à la drogue : les crimes psychopharmacologiques, les crimes économiques compulsifs, les crimes systémiques et les infractions à la législation sur les stupéfiants.⁴ Les crimes psychopharmacologiques et les infractions à la législation sur les stupéfiants sont les plus pertinents pour ce qui est des lieux de divertissement et des risques associés à ces milieux. Les crimes psychopharmacologiques sont commis sous l'influence d'une substance psychoactive, conséquence d'une consommation aiguë ou chronique. Les infractions à la législation sur les stupéfiants sont des crimes commis en violation de la législation sur les stupéfiants (et autres législations connexes).⁵

Lieux de divertissement

Dans les lieux de divertissement, la prévalence de la consommation de drogues varie selon le type d'établissement, le type de musique et le type de groupes cibles.⁶ Même si l'usage de drogues à des fins récréatives est étroitement lié à la contre-culture, il ne s'y limite plus. La consommation de ces substances dans le but d'exacerber les expériences récréatives se généralise de plus en plus.⁷

Plusieurs arguments plaident en faveur d'une concentration des interventions principalement sur les milieux, et pas seulement sur l'usage en soit de drogues festives. La consommation de drogues est plus fréquente chez les personnes qui fréquentent régulièrement des lieux de divertissement, par opposition à la population générale. Néanmoins, les comportements à risque vont bien au-delà du seul usage de drogues.⁸ Les risques liés aux sorties se posent dans et autour des lieux de divertissement. Il est donc préférable de parler des lieux récréatifs et des risques qui y sont associés plutôt que de limiter la discussion à l'usage de drogues festives.⁹

Le lieu récréatif peut être considéré comme l'un des domaines clés pour la socialisation des jeunes, à côté du cadre scolaire ou familial. Les lieux de divertissement et leurs parties prenantes influencent le développement de valeurs, de normes et d'habitudes en matière de sécurité, par exemple vis-à-vis de la consommation de drogues, des rapports sexuels, de la conduite automobile, de la violence, etc.¹⁰

En outre, lorsque l'objectif est de provoquer un changement positif de comportement, il est préférable d'avoir des efforts ciblés. Dans l'ensemble, pour sensibiliser efficacement, le message doit avoir une signification immédiate et la source du message doit également être perçue comme digne de confiance.¹¹ Sur ce sujet, il est utile de cibler les jeunes dans le cadre d'une fête plutôt qu'à l'école ou à la télévision. D'autre part, les professionnels actifs dans et autour de la vie nocturne récréative peuvent influencer le milieu. À cet égard, ils sont idéalement placés pour avoir un impact constructif sur la socialisation des jeunes et pour transmettre un message unifié encourageant un comportement responsable et sûr.¹²

Parties prenantes

Les parties prenantes elles-mêmes peuvent être subdivisées en plusieurs catégories : des acteurs privés comme l'industrie du spectacle aux entités publiques telles que les services sociaux et les forces de l'ordre. Ces parties prenantes ont leur propre point de vue sur la consommation de substances psychoactives dans les lieux récréatifs et sur les risques qui existent dans ces contextes.¹³ Pour l'industrie du spectacle, c'est un moyen de gagner sa vie ; pour les services de traitement de la toxicomanie, sortir peut présenter un risque de problèmes de santé chez les fêtards et du point de vue des services répressifs, les lieux récréatifs sont une concentration potentielle d'infractions liées à la détention de drogues illicites.¹⁴

L'industrie du spectacle a un impact direct sur la forme que prennent les lieux de divertissement et sur la façon dont les participants vivent les événements. Les propriétaires et gérants de nightclubs, les DJ, les serveurs ou les distributeurs de prospectus sont des exemples de parties prenantes de cette catégorie.¹⁵ Chaque fois que l'industrie du spectacle voit dans ces lieux de divertissement de simples espaces de consommation et des produits permettant de générer des profits, ces environnements risquent de devenir très dangereux.¹⁶

Du point de vue du traitement de la toxicomanie et des services de santé, les lieux de divertissement sont des lieux de convergence importants : c'est dans ces milieux que se développent les modes de consommation de drogue et que ces services peuvent trouver leur « clientèle ». Au sein des services de traitement de la toxicomanie, on constate un glissement passant d'interventions

traditionnelles à des interventions ciblées sur les usagers problématiques, c'est-à-dire d'une approche primaire vers une approche secondaire. Bien que l'approche traditionnelle sur place reste importante pour soutenir le groupe d'usagers de drogues récréatives, il est nécessaire d'adopter une autre approche pour soutenir le groupe problématique d'usagers de drogues sous la forme de traitements et de conseils.

De nombreuses forces de police se sont transformées en services de police, ce qui implique des approches plus proactives, davantage de prévention, une plus grande proximité et une collaboration plus étroite avec la communauté au service de laquelle ils se trouvent.¹⁷ Le travail ne manque pas pour faire respecter la loi sur la criminalité liée à la drogue dans les milieux festifs.¹⁸ Les services de police, bien que jouant un rôle important, ne sont qu'un acteur parmi tant d'autres. De même, les ressources à la disposition des services de police sont considérables, mais pas suffisantes. Les différents acteurs dans le domaine de la prévention doivent donc travailler ensemble et mettre leurs ressources en commun.¹⁹

02 — POLITIQUES

La relation entre la politique et la science

L'usage de drogues est associé au vice et les vices sont perçus comme « étrangers », considérés comme une menace et un problème de sécurité. C'est ce qui explique la nature passionnée et axée sur les valeurs du débat sur les drogues : il s'agit au fond d'un débat sur la culture et sur notre conception du bien et du mal, qui ne sera probablement pas traité simplement comme une question de discours purement technocratique, scientifique et fondé sur des preuves. »²⁰

L'usage de drogues est un sujet délicat sur le plan politique, et la relation entre la science et la politique est souvent mise à rude épreuve. On pourrait argumenter que les principes de la médecine factuelle devraient être appliqués aux domaines de la politique sociale, cependant une croyance prévaut parmi la classe politique, à savoir que la prise de décisions repose sur bien davantage que de simples preuves. L'opinion publique joue un rôle dans la prise de décision car l'on peut estimer qu'aller à son encontre pose un risque politique.²¹ À l'heure actuelle, l'opinion publique est plutôt négative à l'égard des usagers de drogues. Néanmoins, il serait bénéfique que la société comprenne la relation entre la

consommation de drogues et la culture « jeune » et que les usagers de drogues en difficulté puissent demander de l'aide à leurs parents ou aux professionnels de la santé sans craindre des conséquences négatives.²²

De même, les médias ont un impact sur le débat politique en produisant des représentations erronées et trop simplistes des enjeux, souvent parce qu'ils donnent la parole à des extrêmes opposés tout en accordant moins d'attention aux opinions plus ciblées. Par exemple, les arguments en faveur d'une réglementation de la consommation de drogues similaire à celle de l'alcool et du tabac ne sont pas des arguments en faveur de la légalisation, mais ils peuvent être interprétés de cette manière en raison d'une représentation simpliste des options politiques. En outre, certains craignent que les reportages contenant des exagérations ne créent une pression inutile sur les décideurs politiques pour qu'ils agissent rapidement alors que les preuves sont insuffisantes.²³

La couverture médiatique d'un décès lié à la drogue peut être préjudiciable tant pour l'établissement concerné que pour l'image de l'industrie de la nuit dans son ensemble. Alors qu'un lieu peut avoir fonctionné pendant des années sans connaître le moindre incident et avoir mis en place des mesures adéquates pour lutter contre les dommages liés à la drogue, un seul décès lié à la drogue est susceptible d'attirer une attention médiatique plus néfaste que toutes ces années de bonnes pratiques, et de renforcer l'association faite par le grand public entre un lieu, l'industrie au sens large et l'usage de drogues. L'intérêt disproportionné des médias pour les décès liés à la drogue, en particulier lorsqu'ils sont liés à l'ecstasy dans l'économie de la nuit, exerce une pression supplémentaire sur la police et les autorités pour qu'elles « soient perçues comme faisant quelque chose ». Par conséquent, les incidents qui pourraient autrement être considérés comme des décès accidentels ou ne relevant pas de l'intérêt public, ne justifiant aucune action significative de la part de la police ou des autorités, sont plus susceptibles de faire l'objet d'une enquête approfondie.²⁴

La pression que peuvent subir les politiciens et les décideurs politiques se reflète dans les déclarations faites par certains après avoir pris leur retraite. Les politiciens admettent souvent avoir des opinions sur les drogues très différentes de celles qu'ils prêchaient du temps où ils étaient en fonction. Une raison importante à cela est la nécessité de se conformer au point de vue du parti politique. Les deux choix suivants s'offrent aux politiciens : démissionner ou bien accepter la stratégie politique et, avec un peu de chance, apporter quelques améliorations mineures.²⁵

La Global Commission on Drug Policy est un groupe qui vise à inspirer une meilleure politique des drogues à l'échelle mondiale. On retrouve derrière cette commission d'anciens chefs d'État et de gouvernement qui sont conscients de l'échec du régime actuel de contrôle des drogues et qui ont choisi de plaider pour des politiques en matière de drogues fondées sur des preuves scientifiques, les droits de l'homme, la santé publique, la sécurité et ne laissant personne pour compte.²⁶

Un autre facteur de difficulté dans la relation entre la politique et la science est le décalage entre les échelles de temps. Si la collecte de preuves scientifiques prend du temps, la politique, elle, avance rapidement. En outre, les cycles électoraux ont leur impact sur les décisions politiques ou, du moins, sur les déclarations d'intention des hommes politiques.²⁷

Enfin, s'il arrive que certains scientifiques affirment que les politiciens font fi des preuves existantes, les politiciens soutiennent que souvent les preuves permettant de répondre aux questions clés font défaut et que bon nombre de recherches ne sont pas pertinentes. En plus de cela, certains politiciens estiment que leur rôle est de relier les preuves à un certain récit et à une vision plus large. Naturellement, l'information est interprétée à travers un ensemble de valeurs et d'expériences personnelles.²⁸

Tous ces facteurs montrent à quel point la relation entre la politique et la science, en particulier dans le domaine de la drogue, est complexe.

Nécessité d'une politique équilibrée

Dans l'ensemble, les objectifs de la politique européenne de lutte contre la drogue doivent être intégrés, équilibrés et fondés sur des données probantes. Par politique antidrogue équilibrée, on entend équilibre entre répression et prévention. Le fait que cet équilibre soit d'une importance capitale pour les organisations civiles liées à la politique antidrogue de l'UE est illustré par les nombreux commentaires reçus en réponse au nouveau programme antidrogue de l'UE 2021-2025 dans sa version initiale.

Le programme indique que « l'UE a besoin d'un changement de paradigme dans sa politique antidrogue. C'est pourquoi le présent programme renforce l'approche de l'UE en la matière et offre un programme antidrogue audacieux pour induire des changements concrets et ambitieux. Il intensifie les efforts dans toutes les dimensions de la politique antidrogue, en particulier sur le plan sécuritaire où il est plus vigoureux et prévoit des mesures concrètes pour remédier aux lacunes constatées précédemment. »²⁹

Cette ambition n'est pas passée inaperçue et a donné lieu à une lettre ouverte publiée par une coalition de 29 organisations de la société civile et réseaux communautaires. Les auteurs de cette lettre ouverte expriment leurs préoccupations concernant le caractère hâtif et non participatif du processus d'élaboration des politiques ayant donné lieu à un document qui contraste avec l'approche équilibrée et multidisciplinaire des deux précédentes stratégies antidrogue de l'UE. Le groupe horizontal « Drogue » du Conseil a décidé de réviser le programme.³⁰

Selon cette coalition, le premier point de critique clé concernant le contenu du programme est la disparition d'une approche équilibrée, car quatre des huit domaines prioritaires concernent les interventions de sécurité et de contrôle de l'approvisionnement, tandis que les quatre autres domaines sont répartis entre les prisons, la prévention, le traitement et la réduction des risques. En outre, la coalition regrette la dépriorisation des droits de l'homme et de la santé publique, l'abandon du soutien aux documents internationaux clés, dont certains ont été défendus par l'UE, la réduction de l'espace pour la société civile et les usagers de drogues, l'affaiblissement des dimensions extérieures de la politique en matière de drogues en ne fixant pas de lignes directrices claires pour l'intervention de l'UE ou le soutien aux documents internationaux clés et enfin, la dépriorisation de preuves scientifiques, malgré le rôle de premier plan de l'UE dans la promotion des connaissances scientifiques et de la recherche sur les marchés des drogues et la consommation de drogues.³¹

Le programme antidrogue de l'UE 2021-2025

A) Sécurité renforcée - perturber les marchés de la drogue

- > Priorité stratégique 1. Perturber et démanteler les grandes organisations criminelles liées à la drogue qui présentent un risque élevé et opèrent dans les États membres de l'UE, en sont issues ou les ciblent, et s'attaquer à leurs liens avec d'autres menaces pesant sur la sécurité
- > Priorité stratégique 2. Renforcer la détection du trafic illicite de grandes quantités de drogues et de précurseurs de drogues aux points d'entrée et de sortie de l'UE
- > Priorité stratégique 3. Renforcer l'efficacité de la surveillance des circuits logistiques et numériques exploités pour la distribution de drogue en petites et moyennes quantités et accroître les saisies de substances illicites introduites clandestinement via ces circuits, en étroite coopération avec le secteur privé
- > Priorité stratégique 4. Démanteler la production et la transformation de drogues, prévenir le détournement et le trafic de précurseurs pour la production de drogues illicites et éradiquer la culture illégale

B) Prévention et sensibilisation

- > Priorité stratégique 5. Prévenir la consommation de drogues, améliorer la prévention de la criminalité et sensibiliser aux effets néfastes des drogues sur les citoyens et les communautés

C) Lutter contre les dommages liés à la drogue

- > Priorité stratégique 6. Améliorer l'accès à des options thérapeutiques qui répondent à l'éventail des besoins en matière de santé et de réadaptation des personnes victimes de dommages causés par la toxicomanie
- > Priorité stratégique 7. Accroître l'efficacité des interventions de réduction des risques et des dommages afin de protéger la santé des consommateurs de drogues et de la population
- > Priorité stratégique 8. Développer une stratégie équilibrée et globale de la consommation de drogues dans les prisons (réduire la demande et limiter l'offre)³²

03

DE LA TOLÉRANCE ZÉRO AUX INTERVENTIONS À PLUSIEURS COMPOSANTES

Au sein de l'UE, les risques dans les lieux récréatifs sont abordés depuis diverses perspectives environnementales et réglementaires. Celles-ci peuvent aller de la tolérance zéro, de stratégies environnementales et de la réduction des risques à des interventions à plusieurs composantes. La mise en œuvre de la plupart de ces approches est recommandée dans le cadre d'une réponse globale visant à prévenir les risques dans les lieux récréatifs.³³

Certaines approches des risques dans les milieux récréatifs sont mieux étayées par des preuves scientifiques que d'autres. En ce qui concerne les interventions dans les milieux récréatifs, la majorité de ces données se rapportent à l'alcool, tandis que seul un nombre limité d'évaluations ont été faites sur les interventions relatives aux drogues illicites. Néanmoins, les résultats des études sur l'alcool sont en général également instructifs pour d'autres problèmes liés à la drogue.³⁴ En outre, il est globalement difficile de trouver des preuves de bonne qualité pour les approches sur les comportements liés à la drogue dans des contextes récréatifs, car le corpus de recherche en matière d'évaluation commence tout juste à se développer. Cela s'explique en partie par les investissements limités dans les approches préventives et de réduction des dommages.³⁵ Selon des recherches menées dans le contexte belge, 75 % des coûts publics directs vont à l'aide/assistance, 24 % à la sécurité, 0,5 % à la prévention et 0,1 % à la réduction des risques. Dans le contexte des lieux récréatifs, cela se traduit par la présence de services de premiers secours, de services de police et d'organisations de soutien par les pairs qui reposent sur des bénévoles.³⁶

Tolérance zéro

« La tolérance zéro » est une notion populaire et accrocheuse qui ne laisse aucune place au doute et peut être appliquée avec souplesse dans de nombreuses situations différentes sans avoir à être clairement définie. Elle a un fort potentiel symbolique et elle trouve un assez bon écho dans les problèmes actuels et les solutions ostensibles telles qu'elles sont formulées par les politiciens, les populistes et la police. »³⁷

Une approche de tolérance zéro à l'égard des drogues dans les lieux récréatifs se caractérise par la recherche approfondie des substances illicites, éventuellement soutenue par la présence de chiens renifleurs et d'unités de police (en civil) dans et autour d'un lieu donné. L'objectif est de bannir ces substances illicites des lieux récréatifs. Même si les acteurs du secteur de la justice pénale ont conscience qu'il s'agit d'un objectif utopique, l'approche réaffirme le fait que les substances psychoactives, à l'exception de l'alcool, sont prosrites dans les lieux récréatifs.³⁸

La mise en œuvre d'une approche de tolérance zéro n'est pas rentable et a un impact élevé sur la capacité des services de police locaux. Les forces de police déployées pour trouver les usagers de drogues lors d'un événement ne peuvent l'être pour effectuer des contrôles d'alcool et de drogue sur les axes routiers à proximité de l'événement. Une fouille minutieuse des visiteurs prend beaucoup de temps, compte tenu des nombreuses cachettes possibles. Les services de sécurité privés n'ont pas le mandat pour prendre le relais. De plus, la capacité des chiens renifleurs est restreinte. Globalement, il s'agit d'une méthode coûteuse pour trouver et sanctionner des consommateurs de drogues qui, dans l'ensemble, ont fait un usage récréatif.³⁹

La probabilité qu'un usager de drogues récréatives se fasse prendre lors d'un festival est d'environ 2 %. Avec un taux aussi bas, une approche de tolérance zéro n'est pas efficace. En outre, sanctionner les gens pour un comportement indésirable pourrait entraîner des réactions défensives de la part de ceux qui se comportent de cette manière. Par exemple, la consommation de drogues festives peut avoir une fonction importante pour quelqu'un, notamment pour améliorer l'expérience vécue à un festival et passer un bon moment avec des amis. Dans ce cas, le comportement n'est pas du tout perçu comme indésirable par la personne en question. De plus, la décision d'arrêter les drogues festives est principalement liée aux obligations professionnelles ou familiales et est, dans une moindre mesure, motivée par la pesée du pour et du contre. En d'autres termes, la dissuasion ne fonctionnera pas dans ce cas.⁴⁰

Par ailleurs, cette approche peut entraîner des effets indésirables dangereux. Les usagers de drogues adapteront leur mode de consommation, plutôt que de revenir sur leur intention de consommer des drogues. Certains consomment immédiatement les substances qu'ils transportent lorsqu'ils aperçoivent les forces de l'ordre en train d'effectuer des fouilles approfondies. Cela peut entraîner des overdoses. D'autres consomment la drogue chez eux, avant de se rendre à l'événement, ce qui implique des situations potentiellement dangereuses sur la route. Il est également possible d'acheter des drogues festives sur le lieu de l'événement. Cela n'est pas souhaitable car les substances proposées peuvent être de qualité douteuse ou peuvent pousser quelqu'un à essayer de nouvelles drogues.⁴¹

Dans l'ensemble, les interventions de la police et des services de maintien de l'ordre constituent un élément crucial de la plupart des approches visant à prévenir et à réduire les dommages liés à l'alcool dans la vie nocturne et sont nécessaires

pour améliorer le respect de la loi. Parmi les exemples d'interventions des forces de l'ordre, citons les descentes de police dans les lieux de vie nocturne à haut risque, les contrôles d'âge pour s'assurer que les établissements ne servent pas d'alcool à des mineurs, le recours à des sanctions pour faire appliquer la législation sur les permis dans le secteur du divertissement (par exemple, le retrait de la licence d'un établissement pour servir de l'alcool) et les contrôles d'intoxication des conducteurs pour empêcher la conduite sous l'emprise de stupéfiants.⁴²

Toutefois, pour que les interventions de la police et des services de maintien de l'ordre aient des effets positifs, certaines conditions doivent être remplies. Les interventions des services chargés de l'application de la loi doivent avoir lieu régulièrement et doivent être liées à des mesures de dissuasion réelles. De plus, elles doivent être combinées à des mesures préventives et s'inscrire dans une approche plus large.⁴³ Par ailleurs, les interventions policières fondées sur des approches de partenariat à l'échelle de la communauté ou axées sur les problèmes sont plus efficaces que les interventions policières réactives et menées de leur côté comme moyen de réduire les infractions à la législation sur les stupéfiants et les demandes d'intervention liées à la drogue. Il existe davantage de partenaires dans les zones à problèmes de niveau macro, comme les quartiers ou les villes, que dans les zones de niveau micro, comme les bâtiments ou les portions de rue, ce qui signifie qu'il est plus efficace de se concentrer sur les zones de niveau macro.⁴⁴

Stratégies environnementales

Les risques peuvent être accrus en raison du contexte physique et social des lieux de divertissement qui est permissif à l'égard d'une consommation excessive. Les stratégies environnementales ciblent les facteurs qui contribuent à des niveaux d'intoxication plus élevés. Ces facteurs consistent à tolérer les intoxications, les boissons à prix réduit, le manque de propreté, la musique forte, le surpeuplement du lieu et les mauvaises pratiques en termes de service. Il est prouvé que les mesures qui créent des espaces et des lieux plus sûrs en réduisant la foule, en offrant des lieux de récupération et de l'eau gratuite, en servant de la nourriture, en appliquant des règles de conduite et en limitant l'accès des mineurs ont un impact positif. En outre, le fait d'assurer un transport tard dans la nuit pour les retours au domicile est une mesure importante pour prévenir la conduite sous l'emprise de

Conditions du lieu	Facteurs liés au personnel et à la direction	Réglementation en matière de vente et de promotion de l'alcool
Politiques d'accès et d'admission	Approches managériales	Prix et disponibilité
Contrôle de l'âge légal	Implication des principales parties prenantes	Augmenter le prix des boissons alcoolisées et réduire celui des boissons non alcoolisées
Limitation du nombre de participants	Collaboration avec la police	Contrôler les heures d'ouverture et le nombre de personnes présentes dans les locaux
Intoxication et contrôle anti-drogue	Soins de santé des clients	Promotions spéciales
Pancartes avec politiques en vigueur	Code de pratique et autres accords	Éviter les promotions spéciales
À l'intérieur du lieu : environnements physiques	Politiques de la maison et gestion	
Température ambiante et ventilation	Code de pratique et autres accords	
Nettoyer les liquides déversés, les bris de verre et autres éléments dangereux.	Serveurs	
Débarrasser les verres et les bouteilles vides	Formation des serveurs	
Disposition et design	Personnel de sécurité non serveur posté à l'entrée	
Contrôles aléatoires des toilettes	Formation du personnel de sécurité non serveur	
Volume de la musique	Lutte contre le trafic de drogue	
Présence de zones de repos et/ ou de places assises	Personnel de divertissement : DJ et autres intervenants	
Éviter les files d'attente au bar et dans les toilettes	Formation des DJ et autres intervenants	
À l'intérieur du lieu : environnements sociaux		
Identification des clients intoxiqués		
Niveau de permissivité		
Codes de conduite Description : écrite		
Politiques de dispersion		
Contrôle des sorties et transport		
Réaffectation du personnel.		

Tableau 2. Vue d'ensemble des principaux composants d'un lieu sûr

stupéfiants et ses conséquences néfastes.⁴⁵

Dans le manuel conçu par le Club Health (voir chapitre suivant), qui définit les normes pour des environnements récréatifs sûrs, un aperçu complet et ordonné est donné des interventions qui sont considérées comme essentielles, qui sont recommandées ou qui ne sont recommandées que dans des circonstances particulières. Le tableau 2 ne donne qu'un aperçu des éléments clés d'un lieu de divertissement sûr.⁴⁶

Le personnel des lieux de divertissement, les responsables, les serveurs, les services de sécurité et les DJ modèlent l'expérience des fêtards et ont un impact sur les risques dans les lieux récréatifs. L'idée est de former le personnel dans plusieurs domaines tels que la législation sur l'alcool, les effets psychoactifs des drogues, l'impact sur la violence, le refus de servir les participants intoxiqués, les réponses à apporter au trafic de drogue et les premiers secours. Les données sur l'efficacité de la formation du personnel ne sont pas concluantes, en partie à cause du taux de rotation élevé du personnel dans les milieux nocturnes.⁴⁷

Réduction des risques

L'EMCDDA définit la réduction des risques comme « *les interventions, programmes et politiques qui visent à réduire les effets néfastes de la consommation de drogues sur la santé, la société et l'économie pour les individus, les communautés et les sociétés* ». ⁴⁹ La réduction des risques est considérée par certains comme controversée, car elle est perçue comme un abandon de la lutte et un simple accent mis sur la gestion des risques. Néanmoins, dans le domaine de l'usage de drogues, l'approche de la réduction des risques est bien développée.⁵⁰ Depuis 2003, l'UE a agi en faveur de la prévention et de la réduction des dommages pour la santé. Par conséquent, les politiques nationales en matière de drogue reflètent de plus en plus la perspective de réduction des risques qui existe dans la stratégie antidrogue de l'UE. ⁵¹ Toutefois, à l'heure actuelle, la direction dans laquelle la nouvelle stratégie 2021-2025 pourrait s'orienter n'est pas encore claire.



STOP-SV : UN PROGRAMME DE FORMATION POUR PRÉVENIR LES VIOLENCES SEXUELLES LIÉES À LA VIE NOCTURNE

Les violences sexuelles font partie des risques dans les lieux récréatifs et leur prévention est une priorité essentielle dans plusieurs pays. C'est pourquoi un programme de prévention fondé sur des données probantes a été élaboré et évalué afin de comprendre ses effets.

L'objectif principal de STOP-SV est d'accroître la capacité des travailleurs de la vie nocturne à reconnaître et à prévenir la violence sexuelle dans les lieux récréatifs et d'augmenter leur capacité et leur volonté de réagir par le biais d'une intervention positive des témoins de la scène. Pour atteindre cet objectif, une formation des formateurs de 20 heures a été développée afin que les acteurs locaux puissent former les travailleurs de la vie nocturne à l'aide d'un module de formation de deux heures. La formation couvre la compréhension de la violence sexuelle dans les milieux nocturnes, la vie nocturne et la vulnérabilité, ainsi que la prévention et les réactions.

Le programme a fait l'objet d'une évaluation approfondie. Les résultats montrent qu'après la formation, les participants étaient nettement moins susceptibles d'être d'accord avec les mythes de la violence sexuelle et davantage prêts à intervenir avec un plus grand degré de confiance.⁴⁸

Un exemple de réduction des risques dans les lieux de divertissement est la fourniture aux jeunes de matériel d'information comme forme de soutien par les pairs. La communication sur les risques liés à la consommation de substances est un exercice d'équilibre entre la fourniture d'informations claires qui permettent aux gens de faire des choix moins nocifs et l'utilisation d'une terminologie qui pourrait attirer les gens vers une consommation dangereuse de drogues.⁵² Les preuves des effets de changement de comportement résultant de ces interventions prises individuellement sont rares. Les pairs éducateurs qui diffusent ce type d'information peuvent être considérés comme plus crédibles. Ces activités peuvent être soutenues par des sites web et des applications fournissant des informations plus détaillées sur les drogues, l'alcool et les dommages qui y sont liés, ainsi que des conseils pour les éviter.⁵³



QUALITY NIGHTS

PROMOTING SAFER NIGHTLIFE (LABEL DE PROMOTION DE LA SANTÉ EN MILIEU FESTIF)

Quality Nights encourage les nightclubs et les organisateurs d'événements en Belgique à promouvoir une vie nocturne saine et sûre. Les discothèques et les organisateurs d'événements peuvent s'engager en signant une charte sur une base volontaire et de leur propre initiative. La discothèque ou l'organisateur de l'événement s'engage à fournir au moins les six services de base de Quality Nights afin de recevoir le label. Ces services sont les suivants : formation du personnel, vente ou distribution gratuite de préservatifs, eau gratuite, partage d'informations sur la santé (lésions auditives, rapports sexuels protégés, sécurité routière, alertes précoces...), distribution gratuite de bouchons d'oreille et organisation du retour à domicile en toute sécurité. D'autres services Quality Nights peuvent être proposés : un lieu de récupération, un poste de premiers secours, un vestiaire, un système de climatisation, la vente de nourriture (saine) et la vente d'une large gamme de boissons non alcoolisées.⁵⁴

De nombreuses personnes travaillant dans le secteur des services de traitement de la toxicomanie plaident en faveur de services de contrôle des drogues.⁵⁵ Le contrôle des drogues ou test des comprimés est un service qui permet aux consommateurs de faire analyser chimiquement leurs drogues. En plus de conseils et souvent d'une brève consultation ou intervention, l'utilisateur reçoit des informations sur la composition de l'échantillon.⁵⁶

À l'heure actuelle, il existe peu de preuves à l'appui du contrôle des drogues. Sur la base des intentions déclarées, le pourcentage d'utilisateurs qui jetteraient une drogue dont le dépistage de contenus inhabituels ou dangereux s'est révélé positif varie : de deux utilisateurs sur trois en Autriche à un consommateur sur trois au Canada.⁵⁷ L'analyse des drogues est controversée car certains se demandent si elle ne risque pas de donner l'impression fautive que la drogue testée est sûre.⁵⁸ Même lorsque la composition peut être identifiée comme sûre, la fourniture de conseils reste complexe en raison de la polytoxicomanie.⁵⁹

Néanmoins, en dehors de l'analyse en elle-même, le contrôle des drogues offre deux autres possibilités bénéfiques pour la réduction des risques. Il permet d'entrer en contact avec un groupe d'utilisateurs de drogues qui, autrement, reste invisible. Cela est d'autant plus bénéfique que les jeunes consommateurs de drogue trouvent les informations reçues en tête-à-tête plus fiables que les communications générales des pouvoirs publics et qu'ils sont plus susceptibles de les partager avec leurs pairs. De plus, les données compilées fournissent un aperçu précieux de la composition des drogues disponibles dans la rue. Ces informations peuvent être utilisées pour mettre en garde le public contre ces drogues dangereuses. Il convient de mentionner que ces avertissements sont principalement efficaces à l'égard des utilisateurs de drogues récréatives et n'ont potentiellement aucun effet ou des effets négatifs sur les utilisateurs problématiques qui pourraient même rechercher ces substances dangereuses.⁶⁰

CHECKIT!



Checkit ! est une organisation non gouvernementale qui dispose d'un laboratoire mobile pouvant être transporté dans les festivals et les événements nocturnes. En plus du contrôle des drogues sur place, le personnel fournit aux usagers des informations objectives sur les risques associés aux substances soumises et leur offre de brefs conseils.⁶¹

Dans l'ensemble, selon l'EMCDDA, il n'y a pas suffisamment de preuves pour conclure à l'efficacité des approches de réduction des risques, même si les examens sont de qualité moyenne.⁶²

Interventions à plusieurs composantes

Dans la plupart des cas, une intervention à plusieurs composantes ou intégrée combine des aspects de mobilisation de la communauté (c'est-à-dire des campagnes de sensibilisation visant à créer un soutien parmi les parties prenantes et le grand public), des aspects relatifs aux services de police et au maintien de l'ordre, un accord entre les lieux de rassemblement pour travailler et partager des informations avec la police et un programme de formation pour le personnel visant à développer ses capacités à fournir un service responsable, à résoudre les conflits et à apporter les premiers secours.⁶³

Afin de mettre en place une intervention à plusieurs composantes, des groupes de travail composés d'acteurs clés et de plusieurs agences sont créés. Ces coalitions comprennent des représentants des autorités locales, de la police, des services de santé, des services de probation, des équipes d'intervention en matière de drogue et d'alcool, des services d'éducation, des entreprises locales et des résidents. Le succès des interventions est accru parce que les acteurs impliqués abordent les problèmes et trouvent des solutions dans une perspective plus large et appliquent une grande variété d'interventions.⁶⁴ De plus, les partenariats entre les parties

prenantes peuvent faciliter la mise en œuvre d'interventions efficaces dans la vie nocturne en créant un niveau élevé de reconnaissance et de soutien.⁶⁵

Le nombre d'interventions à plusieurs composantes évaluées est en augmentation. Les données disponibles montrent qu'une série d'interventions coordonnées, réalisées dans le cadre d'un partenariat entre plusieurs agences, sont plus efficaces que des interventions isolées et se sont donc révélées être les plus efficaces dans les milieux nocturnes.⁶⁶ Ces approches à plusieurs composantes sont capables de réduire un certain nombre de risques associés aux lieux récréatifs, tels que la violence, l'intoxication et la conduite sous l'emprise de stupéfiants.⁶⁷ Néanmoins, la complexité des interventions à plusieurs composantes rend difficile d'identifier et d'attribuer leur efficacité à une seule composante concrète.⁶⁸

En outre, une approche plus large des substances psychoactives qui se concentre sur la réduction de la consommation au sein d'une communauté entière, et pas seulement dans les milieux festifs, est propice aux interventions à plusieurs composantes visant à prévenir les risques dans les lieux récréatifs.⁶⁹



Stockholm förebygger Alkohol- och Drogetproblem

STAD STOCKHOLM PREVENTS ALCOHOL AND DRUG PROBLEMS

STAD est le fleuron des interventions à plusieurs composantes dans la création de milieux récréatifs plus sûrs. Actuellement, il s'agit d'un centre de ressources éducatives et de recherche pour la prévention de l'abus d'alcool et de drogues, mais il a vu le jour en 1995 sous la forme d'un projet.⁷⁰

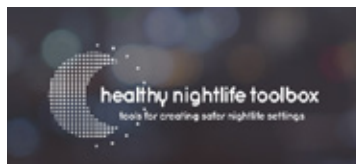
Le projet STAD se compose de trois actions stratégiques clés. Tout d'abord, pour susciter la mobilisation de la communauté, un comité a été créé afin de sensibiliser et de mieux faire connaître les dommages de l'alcool au sein de la communauté. D'importantes parties prenantes de la communauté, telles que la police locale, le conseil municipal, la commission d'octroi des licences, les propriétaires d'établissements, les autorités sanitaires et les syndicats faisaient partie du comité. La deuxième action stratégique consiste à mettre en œuvre des programmes de formation traitant du service responsable des boissons. Les serveurs reçoivent une formation sur les dommages de l'alcool ainsi qu'une formation pour identifier les fêtards intoxiqués et refuser de leur servir de l'alcool. La dernière action stratégique concerne l'application de la législation. La commission d'octroi des licences et la police locale collaborent pour réglementer et appliquer plus efficacement les lois établies.⁷¹ L'efficacité du projet pour réduire les risques dans les lieux récréatifs a été prouvée par plusieurs études.⁷² Concrètement, la criminalité avec violence a diminué de 29 % dans la zone d'intervention depuis le début du projet.⁷³

04 SOURCES DE PREUVES ET PRATIQUES

En Europe, l'EMCDDA et plusieurs projets ont travaillé dans le but de fournir aux décideurs politiques et aux praticiens les meilleures preuves disponibles et des exemples de pratiques évaluées dans le domaine de la prévention des risques dans les lieux récréatifs. Ces efforts ont permis de créer des bases de données facilement accessibles et des guides de haute qualité. Nous vous présentons ici quelques-unes des bases de données et des guides les plus intéressants.

Healthy Nightlife Toolbox

Projet financé par la Commission européenne à l'origine, et maintenant sous les auspices de l'EMCDDA, la boîte à outils Healthy Nightlife Toolbox est un puits d'informations facilement accessibles sur la consommation de substances et les risques dans les lieux de divertissement. L'accent est mis sur la réduction des dommages causés par la consommation d'alcool et de drogues chez les jeunes. Le site web propose trois bases de données distinctes. La première base de données contient des informations détaillées sur les interventions évaluées, la deuxième vous permet de rechercher des documents universitaires révisés sur les risques dans les lieux récréatifs et une troisième base de données fournit des informations générales sur plusieurs questions liées à la vie nocturne. En plus, la fiche d'information « *Réagir à la consommation de drogue et d'alcool et aux problèmes connexes dans les milieux nocturnes* » explique les différents types d'interventions, allant de l'éducation des usagers de la vie nocturne, des tests de dépistage de drogues et de la formation du personnel aux interventions des services de police et de répression.⁷⁴



<http://www.hntinfo.eu/>

Projet Club Health

Le projet Club Health – Healthy and Safer Nightlife of Youth est un consortium de 35 partenaires qui vise à réduire les maladies, les accidents, les blessures et la violence chez les jeunes en mettant l'accent sur des environnements nocturnes spécifiques. Outre les autres produits disponibles sur le site web, le Club Health a élaboré un ensemble de normes visant à améliorer la santé et la sécurité des établissements récréatifs nocturnes. Le manuel donne un aperçu ordonné et complet des facteurs environnementaux qui influencent la sécurité des lieux de divertissement. Ces facteurs concernent les conditions du lieu, le personnel et la direction ainsi que la promotion de l'alcool et la réglementation de la vente. Est également indiqué pour chaque facteur environnemental dans quelle mesure il existe des preuves de son efficacité dans la littérature scientifique et d'après l'expérience pratique de l'industrie de la fête. Le manuel est disponible en 11 langues (EN, DE, IT, EL, NL, ES, POR, FR, RO, HU et SLO).⁷⁵



<https://www.club-health.eu/>

STAD in Europe

Le projet STAD original peut être considéré comme le fleuron des interventions à plusieurs composantes dans le contexte des risques dans les milieux récréatifs. L'efficacité du projet pour réduire les risques dans les lieux récréatifs a été prouvée par plusieurs études.⁷⁶

Ce manuel complet offre des informations pratiques et les étapes spécifiques nécessaires pour lancer et mettre en œuvre l'approche STAD dans une communauté donnée. Les différents chapitres se concentrent sur l'objectif, l'aspect pratique et les instruments nécessaires pour mener une évaluation des besoins, pour former des partenariats et mobiliser les communautés, pour former le personnel et les agents de police, pour appliquer la législation et pour contrôler et évaluer l'approche STAD mise en œuvre.⁷⁷



Health and social responses to drug problems. A European guide.

Cette publication de l'EMCDDA couvre un large éventail de sujets s'adressant à divers groupes cibles ayant des besoins différents. Ce document est un guide des réponses sanitaires et sociales aux problèmes de drogue en Europe, couvrant un sujet beaucoup plus large que les seuls risques dans les milieux récréatifs. Les réponses aux problèmes de drogue sont abordées sous différents angles : les modes de consommation (par exemple, la consommation de stimulants et la polytoxicomanie), les groupes cibles particuliers (par exemple, les jeunes vulnérables) et les différents milieux (par exemple, la vie nocturne, les festivals et autres lieux récréatifs). Le guide vise également à améliorer la mise en œuvre en se concentrant sur la manière d'utiliser les éléments probants ou sur le rôle des normes de qualité.⁷⁸



https://www.emcdda.europa.eu/system/files/publications/6343/TI_PUBPDF_TD0117699ENN_PDFWEB_20171009153649.pdf

Xchange Prevention Registry

Xchange peut être décrit comme un registre en ligne de programmes de prévention fondés sur des données probantes. La portée de ces programmes est beaucoup plus large que les risques associés à la consommation de drogue dans le seul cadre des lieux de divertissement. Outre les questions de consommation de substances, la base de données englobe également la prévention de la délinquance et de la violence chez les jeunes. En plus de donner un aperçu de l'efficacité des interventions, le registre offre également un aperçu de la transférabilité d'un programme en partageant les expériences des professionnels qui ont mis en œuvre les programmes dans différents pays européens.⁷⁹

<https://www.emcdda.europa.eu/best-practice/xchange>

Search for programmes

by age group: 20-25 years
by setting: Environmental s
by outcomes targeted: All
by risk factor: Individual and p

Search results

Programme title	Date added	Countries where evaluated	Xchange rating
STAD - (Stockholm prevents Alcohol and Drug problems): an environmental strategy in nightlife environments focusing on the improvement of the compliance of alcohol legislation regarding overserving and age limits.	22.04.2020	Sweden	Possibly beneficial

https://www.emcdda.europa.eu/best-practice_en

Best practice portal

The Best practice portal is designed to help you find practical and reliable information on what works (and what doesn't) in the areas of prevention, treatment, harm reduction and social reintegration. It will help you identify tried and tested interventions quickly, allocate resources to what's effective, and improve interventions applying tools, standards and guidelines.

Get in touch with the Best practice portal team

- Briefings**: Policy and practice settings
- Implementation**: Xchange, HNT, EUPC, EIS
- Evidence**: A database of available evidence
- Standards**: National and international standards and guidelines

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

L'objectif de ce document était de donner un aperçu des approches adoptées en matière de risques dans les lieux récréatifs et des données disponibles à cet égard. L'usage de drogues est un sujet délicat sur le plan politique, qui perturbe la relation entre la politique et la science. Outre les données disponibles, l'opinion publique, les médias, les partis politiques et le calendrier influencent la prise de décision.

Au sein de l'UE, les risques dans les lieux récréatifs sont abordés depuis diverses perspectives environnementales et réglementaires. Celles-ci peuvent aller de la tolérance zéro, de stratégies environnementales et de la réduction des risques à des interventions à plusieurs composantes. Malgré l'application généralisée de l'approche de la tolérance zéro, les faits montrent qu'elle n'est pas efficace (ni rentable) et pourrait même entraîner des effets indésirables. Il existe des preuves de l'impact positif des mesures environnementales qui créent des espaces et des lieux plus sûrs pour les fêtards. Dans l'ensemble, selon l'EMCDDA, il n'y a pas suffisamment de preuves pour conclure à l'efficacité des approches de réduction des risques, même si les examens sont de qualité moyenne. L'approche de la réduction des risques est quelque peu controversée, mais en Europe, elle a gagné sa place dans la politique globale de lutte contre la drogue.

Nous pouvons conclure que les interventions à plusieurs composantes sont recommandées, car elles sont indiquées comme étant la manière la plus efficace d'aborder les risques dans les milieux de loisirs. Un élément qui peut faire d'une intervention à plusieurs composantes une réussite est un groupe de travail dans lequel sont représentés plusieurs acteurs, allant des autorités locales, de la police, des services de santé en général et des équipes d'intervention contre la drogue et l'alcool, aux services d'éducation, aux entreprises locales et à la communauté. Ensemble, ces différents acteurs offrent une grande perspective pour aider à résoudre les problèmes et à produire un large éventail d'interventions. De plus, l'approche est soutenue par les parties prenantes et le public par le biais de la mobilisation de la communauté.

Enfin, il est difficile de trouver des preuves de bonne qualité pour les approches sur les comportements liés à la drogue dans des contextes récréatifs, car le corpus de recherche en matière d'évaluation commence tout juste à se développer. Heureusement, en Europe, plusieurs sources de preuves et de bonnes pratiques sont facilement accessibles. Néanmoins, les efforts visant à évaluer ces pratiques devraient être davantage encouragés en fournissant des conseils et des financements.

ENDNOTES

- 1 Anita Lavorgna, Internet-Mediated Drug Trafficking: Towards a Better Understanding of New Criminal Dynamics, *Trends in Organized Crime* 17 (2014), 251.
- 2 Mike Salinas, The Unusual Suspects: An Educated, Legitimately Employed Drug Dealing Network, *International Criminal Justice Review* 28:3 (2018), 227-8.
- 3 EMCDDA, Responding to Drug Use and Related Problems in Recreational Settings, Lisbonne : EMCDDA, 2012.
- 4 EMCDDA, Drugs and Crime — a Complex Relationship, *Drugs in focus* 16 (2007).
- 5 Ibid.
- 6 EMCDDA, Developments in Drug Use within Recreational Settings, Lisbonne : EMCDDA, 2006, 39.
- 7 Eamon Keenan et Nicki Killeen, National Social Inclusion Office - Health Services Executive, Irlande, entretien en duo, 17 novembre 2020.
- 8 EMCDDA, Responding to Drug Use and Related Problems in Recreational Settings.
- 9 Rüdiger Schmolke, SONAR, Allemagne, entretien individuel, 19 novembre 2020.
- 10 Amador Calafat et al., *Cultural Mediators in a Hegemonic Nightlife Opportunities for Drug Prevention*. Opportunities for Drug Prevention, Palma de Majorque : IREFREA, 2004.
- 11 Réseau européen de prévention de la criminalité, Awareness Raising Never Hurt Anyone, Did It, Mythbuster, Bruxelles : REPC, 2020.
- 12 Calafat et al., *Cultural Mediators in a Hegemonic Nightlife Opportunities for Drug Prevention*. Opportunities for Drug Prevention.
- 13 EMCDDA, Responding to Drug Use and Related Problems in Recreational Settings, 5.
- 14 Ferry Goossens et Joris Van Damme, Muziekfestivals En Druggebruik. Een Drugsvrije of Pragmatische Aanpak?, *Cahiers Politiestudies* 52:3 (2019), 115.
- 15 Calafat et al., *Cultural Mediators in a Hegemonic Nightlife Opportunities for Drug Prevention*. Opportunities for Drug Prevention, 16.
- 16 Ton Nabben et Gjaltn Jorn Peters, Ecstasy En Rituele Interactie Op Dancefestivals, *Cahiers Politiestudies* 3:52 (2019), 52.
- 17 Réseau européen de prévention de la criminalité, Community-Oriented Policing in the European Union Today, Toolbox Series No. 14, Bruxelles : REPC, 2019.
- 18 EMCDDA, Drugs and Crime — a Complex Relationship.
- 19 Tore Bjørge, *Preventing Crime: A Holistic Approach*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2016, 2.
- 20 Susanna MacGregor, Barriers to the Influence of Evidence on Policy: Are Politicians the Problem?, *Drugs: Education, Prevention and Policy* 20:3 (2013).
- 21 Ibid.
- 22 Eamon Keenan et Nicki Killeen, op. cit.
- 23 MacGregor, Barriers to the Influence of Evidence on Policy: Are Politicians the Problem?
- 24 Henry Fisher et Fiona Measham, *Night Lives: Reducing Drug-Related Harm in the Night Time Economy*, x: All-Party Parliamentary Group for Drug Policy Reform, Université de Durham, The Loop, Volteface, 24.
- 25 MacGregor, Barriers to the Influence of Evidence on Policy: Are Politicians the Problem?
- 26 Global Commission on Drug Policy, *Mission and History*, <https://www.globalcommission-ondrugs.org/>, 20 janvier 2021.

- 27 MacGregor, Barriers to the Influence of Evidence on Policy: Are Politicians the Problem?
- 28 Ibid.
- 29 Commission européenne, COM(2020)606 : Programme et plan d'action antidrogue de l'UE (2021-2025), Bruxelles, 2020, 2.
- 30 Parlement européen, Programme et plan d'action antidrogue de l'UE (2021-2025), <https://www.europarl.europa.eu/legislative-train/theme-promoting-our-european-way-of-life/file-eu-agenda-on-drugs>, 20 novembre 2020.
- 31 International Drug Policy Consortium, *The Draft EU Agenda and Action Plan on Drugs 2021-2025: Concerns Regarding Process and Substance (Open Letter)* (2020). http://files.server.idpc.net/alerts/EU_Drugs_Agenda_Joint_Letter.pdf
- 32 Commission européenne, COM(2020)606 : Annexes du programme et plan d'action antidrogue de l'UE (2021-2025), Bruxelles, 2020.
- 33 EMCDDA, Health and Social Responses to Drug Problems: A European Guide, Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, 2017, 136.
- 34 Ibid.
- 35 Jochen Schrooten et Shawny Vanhoutteghem, VAD, Belgique, entretien en duo, 27 novembre 2020.
- 36 Tina Van Haveré, Wat Is Recreativeel Druggebruik En Welke Cijfers Bestaan Hierover in Vlaanderen? Een Overzicht Vanuit Gezondheidsperspectief, *Cahiers Politiestudies* 3:52 (2019), 22.
- 37 Ton Nabben, Cops and Dogs against Party Drugs, *Amsterdam Law Forum* 2:4 (2010), 19.
- 38 Jochen Schrooten et Joris Van Damme, Waarom Een Zerotolerancedrugbeleid Voor Festivals Niet (Goed) Werkt, *Cahiers Politiestudies* 3:52 (2019), 95.
- 39 Ibid., 100.
- 40 Ibid., 97.
- 41 Ibid., 99.
- 42 Aukje Sannen et al., Responding to Drug and Alcohol Use and Related Problems in Nightlife Settings: Healthy Nightlife Toolbox, 2016, 14.
- 43 Ibid.
- 44 Lorraine Mazerolle, Elizabeth Eggins, et Angela Higginson, Street-Level Drug Law Enforcement: An Updated Systematic Review, *Trends & Issues in Crime and Criminal Justice* 599 (2020).
- 45 EMCDDA, Health and Social Responses to Drug Problems: A European Guide, 136.
- 46 Mariàngels Duch, Amador Calafat, et Montse Juan, Set of Standards to Improve the Health and Safety of Recreational Nightlife Venues, Palma de Majorque : IREFREA, 2011.
- 47 EMCDDA, Health and Social Responses to Drug Problems: A European Guide, 138.
- 48 Healthy Nightlife Toolbox, STOP! SV - Staff training on prevention of sexual violence: developing prevention and management strategies for the nightlife workplace, <http://www.hntinfo.eu/interventions/stop-sv-staff-training-prevention-sexual-violence-developing-prevention-and-management>, 22 janvier 2021.
- 49 EMCDDA, Health and Social Responses to Drug Problems: A European Guide, 27.
- 50 Bjørge, *Preventing Crime: A Holistic Approach*, 29.
- 51 EMCDDA, Health and Social Responses to Drug Problems: A European Guide, 28.
- 52 Ibid., 138.
- 53 Ibid., 136.
- 54 Quality Nights, Promoting safer nightlife, <https://qualitynights.be/nl/>, 22 janvier 2021.
- 55 Entretiens avec Eamon Keenan et Nicki Killeen, National Social Inclusion Office

- Health Services Executive, Irlande ; Renata Šarkané, Département de lutte contre la drogue, le tabac et l'alcool, Lituanie ; Matej Sande, Université de Ljubljana, Slovénie ; Rüdiger Schmolke, SONAR, Allemagne ; Jochen Schrooten et Shawny Vanhoutteghem, VAD, Belgique.
- 56 Thomas Kerr et Kenneth Tupper, Drug Checking as a Harm Reduction Intervention: British Columbia Centre on substance use, 2017, 21.
- 57 Ibid.
- 58 EMCDDA, Responding to Drug Use and Related Problems in Recreational Settings.
- 59 EMCDDA, Drug Checking <https://www.emcdda.europa.eu/topics/drug-checking>
- 60 Kerr et Tupper, Drug Checking as a Harm Reduction Intervention, 22.
- 61 Checkit!, Competence center for recreational drugs, <https://checkit.wien/>, 15 décembre 2020.
- 62 EMCDDA, Evidence Review Summary: Drug Demand Reduction, Treatment and Harm Reduction, Lisbonne, 2017.
- 63 Mariàngels Duch, Amador Calafat, et Montse Juan, Factsheet: Set of Standards to Improve the Health and Safety of Recreational Nightlife Venues, Palma de Majorque : IREFREA, 2011.
- 64 Ibid.
- 65 EMCDDA, Health and Social Responses to Drug Problems: A European Guide, 141.
- 66 Sannen et al., Responding to Drug and Alcohol Use and Related Problems in Nightlife Settings, 15.
- 67 EMCDDA, Responding to Drug Use and Related Problems in Recreational Settings, 5.
- 68 Sannen et al., Responding to Drug and Alcohol Use and Related Problems in Nightlife Settings, 15.
- 69 Ibid.
- 70 STAD, About STAD, <http://www.stad.org/en/about-stad>, 22 janvier 2021.
- 71 Healthy Nightlife Toolbox, STAD-project (Stockholm Prevents Alcohol and Drug Problems), <http://www.hntinfo.eu/interventions/stad-project-stockholm-prevents-alcohol-and-drug-problems>, 22 janvier 2021.
- 72 Sannen et al., Responding to Drug and Alcohol Use and Related Problems in Nightlife Settings, 15.
- 73 Healthy Nightlife Toolbox, STAD-project (Stockholm Prevents Alcohol and Drug Problems), <http://www.hntinfo.eu/interventions/stad-project-stockholm-prevents-alcohol-and-drug-problems>, 22 janvier 2021.
- 74 Healthy Nightlife Toolbox, Tools for creating safer nightlife settings, <http://www.hntinfo.eu/>, 22 décembre 2020.
- 75 Duch, Calafat, et Juan, Set of Standards to Improve the Health and Safety of Recreational Nightlife Venues.
- 76 Sannen et al., Responding to Drug and Alcohol Use and Related Problems in Nightlife Settings, 15.
- 77 Laura Nijkamp Marjan Mòhle, Jeroen de Greeff, Joost Mulder, Stad in Europe: A Manual for Communities Preventing Alcohol Related Harm, n.d.
- 78 EMCDDA, Health and Social Responses to Drug Problems: A European Guide.
- 79 EMCDDA, About the Xchange prevention registry, <https://www.emcdda.europa.eu/best-practice/xchange/about>, 22 décembre 2020.

BIBLIOGRAPHIE

- Björge, Tore. *Preventing Crime: A Holistic Approach*. Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2016.
- Calafat, Amador, Cesáreo Fernández, Monserrat Juan, Anu-Hanna Anttila, Mark Bellis, Karl Bohrn, Regina Fenk, Karen Hughes, Andrea Kersch, Anna Kokkevi, Kristiina Kuussaari, Frank Leenders, Fernando Mendes, Ionna Siamou, Joseph Simon, Goof van de Wijngaert & Patrizia Zavatti. *Cultural Mediators in a Hegemonic Nightlife Opportunities for Drug Prevention. Opportunities for Drug Prevention*. Palma de Mallorca: IREFREA, 2004.
- Duch, Mariàngels, Amador Calafat & Montse Juan. Factsheet: Set of Standards to Improve the Health and Safety of Recreational Nightlife Venues. Palma de Mallorca: IREFREA, 2011.
- Duch, Mariàngels, Amador Calafat & Montse Juan. Set of Standards to Improve the Health and Safety of Recreational Nightlife Venues. Palma de Mallorca: IREFREA, 2011.
- EMCDDA. Developments in Drug Use within Recreational Settings. Lisbon: EMCDDA, 2006.
- EMCDDA. Drugs and Crime — a Complex Relationship. *Drugs in focus* 16 (2007).
- EMCDDA. Evidence Review Summary: Drug Demand Reduction, Treatment and Harm Reduction. Lisbon, 2017.
- EMCDDA. Health and Social Responses to Drug Problems: A European Guide. Luxembourg: Publications Office of the European Union, 2017.
- EMCDDA. Responding to Drug Use and Related Problems in Recreational Settings. Lisbon: EMCDDA, 2012.
- European commission. COM(2020) 606: Annexes to the EU Agenda and Action Plan on Drugs 2021-2025. Brussels, 2020.
- European Commission. COM(2020)606: EU Agenda and Action Plan on Drugs 2021-2025. Brussels, 2020.
- European Crime Prevention Network. Awareness-Raising Never Hurt Anyone, Did It? Mythbuster. Brussels: EUCPN, 2020. <https://eucpn.org/document/mythbuster-awareness-raising-never-hurts-does-it>.
- European Crime Prevention Network. Community-Oriented Policing in the European Union Today. Toolbox Series No. 14. Brussels: EUCPN, 2019. <https://eucpn.org/toolboxcop>.
- Fisher, Henry & Fiona Measham. Night Lives: Reducing Drug-Related Harm in the Night Time Economy. x: All-Party Parliamentary Group for Drug Policy Reform, Durham University, The Loop, Volteface,.
- Goossens, Ferry & Joris Van Damme. Muziekfestivals En Druggebruik. Een Drugsvrije of Pragmatische Aanpak? *Cahiers Politiestudies* 52:3 (2019), 155-28.
- International Drug Policy Consortium. *The Draft EU Agenda and Action Plan on Drugs 2021-2025: Concerns Regarding Process and Substance (Open Letter)*. 2020.
- Kerr, Thomas & Kenneth Tupper. Drug Checking as a Harm Reduction Intervention. British Columbia Centre on substance use, 2017.
- Lavorgna, Anita. Internet-Mediated Drug Trafficking: Towards a Better Understanding of New Criminal Dynamics. *Trends in Organized Crime* 17 (2014), 250-70. <https://dx.doi.org/10.1007/s12117-014-9226-8>.
- MacGregor, Susanna. Barriers to the Influence of Evidence on Policy: Are Politicians the Problem? *Drugs: Education, Prevention and Policy* 20:3 (2013), 225-33. <https://dx.doi.org/10.3109/09687637.2012.754403>.
- Marjan Möhle, Laura Nijkamp, Jeroen de Greeff, Joost Mulder. Stad in Europe: A Manual for Communities Preventing Alcohol Related Harm. n.d. <http://stadineurope.eu/resources/sie-manual/>.
- Mazerolle, Lorraine, Elizabeth Eggs & Angela Higginson. Street-Level Drug Law Enforcement: An Updated Systematic Review. *Trends & Issues in Crime and Criminal Justice* 599 (2020).
- Nabben, Ton. Cops and Dogs against Party Drugs. *Amsterdam Law Forum* 2:4 (2010), 15-28.
- Nabben, Ton & Gjalt Jorn Peters. Ecstasy En Rituele Interactie Op Dancefestivals. *Cahiers Politiestudies* 3:52 (2019), 45-60.

Salinas, Mike. The Unusual Suspects: An Educated, Legitimately Employed Drug Dealing Network. *International Criminal Justice Review* 28:3 (2018), 226-42.

Sannen, Aukje, Lena Krusche, Karen Hughes, Gregor Burkhart & Ninette van Hasselt. Responding to Drug and Alcohol Use and Related Problems in Nightlife Settings. *Healthy Nightlife Toolbox*, 2016.

Schrooten, Jochen & Joris Van Damme. Waarom Een Zerotolerancedrugbeleid Voor Festivals Niet (Goed) Werkt. *Cahiers Politiestudies* 3:52 (2019), 93-114.

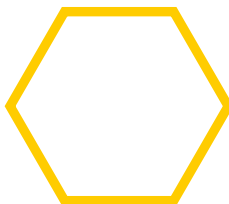
Van Havere, Tina. Wat Is Recreatieel Druggebruik En Welke Cijfers Bestaan Hierover in Vlaanderen? Een Overzicht Vanuit Gezondheidsperspectief. *Cahiers Politiestudies* 3:52 (2019), 11-28.

CONTACT DETAILS

EUCPN Secretariat

Email: eucpn@ibz.eu

Website: www.eucpn.org



[TWITTER.COM/EUCPN](https://twitter.com/EUCPN)



[FACEBOOK.COM/EUCPN](https://facebook.com/EUCPN)



[LINKEDIN.COM/COMPANY/EUCPN](https://linkedin.com/company/EUCPN)